



Green Cross France et Territoires
26-28 rue Danielle Casanova
75 002 Paris

<http://www.gcft.fr>
contact@gcft.fr

Communiqué de presse

Pour la commémoration de la 26^{ème} année de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, Green Cross a mobilisé un voyage d'étude international dans la région de Tchernobyl.

En Biélorussie, Ukraine et Russie, près de 9,9 millions de personnes vivent quotidiennement dans les zones contaminées avec un suivi médico-social largement insuffisant. Green Cross mène actuellement un programme d'ampleur d'analyse des effets à long terme des catastrophes nucléaires sur les populations avoisinantes. Les représentants japonais présents insistent sur la nécessité d'une prévention reposant sur une large information préalable des populations.

Green Cross effectue actuellement, et jusqu'au 27 avril, un voyage d'étude dans la région de Tchernobyl, dans laquelle notre ONG est présente depuis son lancement en 1993.

Alors que près de 9,9 millions vivent dans les régions contaminées, qu'il s'agisse de la Biélorussie, de l'Ukraine ou de la Russie, le suivi médico-social de ces populations est largement insuffisant. Il y a beaucoup à faire pour permettre une production et une consommation de denrées alimentaires non contaminées, mais également pour assurer un suivi sanitaire et social de proximité, accessible à des populations souvent isolées et défavorisées. 26 ans après, la catastrophe est toujours un fardeau économique majeur. « A l'échelle de l'Ukraine, c'est plus de 5% du budget annuel qui est consacré à la seule réparation des effets directs de la catastrophe de Tchernobyl, pour une réponse encore insuffisante aux besoins du court et du moyen terme », déclare le Pr. Theodor Abelin, de l'Université de Bern, qui accompagne régulièrement les travaux de Green Cross.

Une délégation japonaise, fortement impliquée dans le suivi de la catastrophe nucléaire de Fukushima et présente lors de ce voyage d'étude, a partagé son expérience. Parmi la délégation, le journaliste Hiroshi Ueki, a personnellement été évacué de la zone contaminée avec sa famille et vit actuellement dans la préfecture de Nagano, sans perspective de retour à Fukushima.

Ikuko Hebiishi, une élue de la ville de Koriyama (district de Fukushima), tire de son expérience de la catastrophe des recommandations pour les pays possédant des installations nucléaires. « En observant la gestion de l'accident à Fukushima, nous avons déterminé trois mesures d'urgence à prendre pour mieux gérer les catastrophes nucléaires :

1. Localiser le risque : munir la population de dosimètres et mettre à disposition des outils d'analyse des vents et modes de transmission des particules,
2. Prévenir le risque sanitaire immédiat : par la mise à disposition rapide de pastilles d'iode, un système d'approvisionnement en eau et nourriture et des moyens de se prémunir autant que possible contre les particules.
3. Anticiper l'évacuation pour la rendre plus rapide et efficace : en diffusant régulièrement et massivement des consignes claires, répétées et comprises par la population et en anticipant des scénarios d'évacuation précis et fluides et en prévoyant des lieux d'accueil pour les réfugiés.

Trois mesures d'urgence, qui n'ont peu ou pas été mises en œuvre suite à la catastrophe de Fukushima : l'outil de mesure de l'orientation des vents (Speedy) était accessible aux seuls spécialistes et ne permettait pas aux populations de s'orienter, les dosimètres sont arrivés en nombre insuffisant et trop tard et la distribution des pastilles était trop tardive et trop partielle. Enfin, l'évacuation individuelle, en voiture, a créé des embouteillages massifs qui ont fait courir un risque d'exposition aux radiations.

Ikuko Hebiishi précise également l'importance de procédures transparentes, comprises et approuvées par les populations et d'une information concrète régulièrement mise à jour sur le sujet. Les gens ne doivent pas être mis en situation passive : il est mieux de donner aux populations les clés pour agir elles-mêmes et s'organiser dans l'urgence, plutôt que d'attendre les réponses d'une organisation centrale qui sera dans un premier temps désorganisée.

Actuellement, Mme Hebiishi observe dans la région de Fukushima des affections focalisées sur des enfants (saignements de nez, diarrhées à répétition...), sans moyens de suivi sanitaire et préventif déployés pour y apporter une réponse appropriée.

Par ailleurs, les éléments de réponse court terme et moyen terme aux catastrophes nucléaires ont besoin d'être complétés par une approche de long terme. Les études de terrain montrent que plus les sujets sont exposés jeunes, plus les risques sont grands sur une période de 15 à 20 ans. Sur les territoires contaminés par Tchernobyl, Green Cross a souhaité, sur les bases des analyses de risques sanitaires connus et publiés, compléter ses travaux par une étude réalisée sous la conduite du professeur Jonathan M. Samet, de l'University of Southern California, sur les risques psychologiques et psychiatriques dans les zones contaminées et auprès des gens déplacés. Cette étude, dont quelques résultats préliminaires sont disponibles, sera publiée fin 2012.

Nicolas Imbert, directeur de Green Cross France et Territoires, déclare « en France, nous devons travailler pour la mise en place de plans d'action concrets à même de répondre aux accidents et catastrophes nucléaires, en particulier dans la vallée du Rhône. Cela passe par une co-construction partagée des scénarios d'évacuation et modes de réponse entre les autorités et services d'évacuation, les entreprises impliquées et la société civile. Et il est urgent de faire cet exercice, sans concession. »

L'étude de Green Cross Suisse sur les risques psychologiques et psychiatriques ainsi que des informations complémentaires sont disponibles sur le site : <http://www.greencross.ch/de/news-info/tschernobyl.html>

Contact :

- Nicolas Imbert – Directeur exécutif Green Cross France et Territoires
imbert@gcft.fr - +33 6 11 46 37 87 – <http://gcft.fr>
- Léon-Christophe Etilé – Responsable communication, Green Cross France et Territoires
lc.etile@gcft.fr - +33 6 14 631 651 – <http://gci.ch>

Green Cross, est une organisation non gouvernementale internationale. Fondée par Mikhaïl Gorbatchev en 1993, elle concentre son action sur le lien entre pauvreté, sécurité et environnement.

Green Cross France et Territoires est le représentant français de Green Cross International. Elle vise à préserver un milieu sain pour un avenir serein, en s'intéressant particulièrement aux thématiques liant eau, alimentation et énergie dans une approche incarnée sur les territoires. Green Cross France et Territoires est un partenaire agréé du « 1% pour la Planète ».